

CONTEXTE

La compréhension de la crise humanitaire en République Centrafricaine est marquée par un déficit important d'information. L'impact de la crise reste méconnu dans de nombreuses zones en raison de contraintes d'accès logistiques et/ou sécuritaires ainsi que par un manque de collecte régulière d'information.

Afin d'informer notamment l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO), REACH a facilité une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA), mandatée par l'Inter-cluster (ICCG) et réalisée en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG) pour la définition des indicateurs, en lien avec le Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF). Concernant les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' pour collecter des informations sur la situation humanitaire dans ces zones.

Cette fiche présente le résumé des principales informations collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Bambouti. Les entretiens se sont déroulés entre le 29 juillet et le 7 août 2019, principalement sur Obo et ses environs. **Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas significatifs statistiquement, et doivent donc être considérés comme uniquement indicatifs de la situation humanitaire dans les localités enquêtées de la sous-préfecture de Bambouti.** Par ailleurs, les résultats présentés ici sont le fruit d'un projet pilote, invitant à la prudence lors de l'utilisation des résultats.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans des zones inaccessibles, difficiles d'accès et où l'information humanitaire est insuffisante.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a été retenue, et à la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficile d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : Djéma, Bambouti, Mingala, Yalinga, Ouadda et Ouanda-Djallé.

Les données ont été collectées au niveau des localités au travers d'entretiens avec des IC par les équipes REACH. Les IC ont été sélectionnés (échantillonnage non-aléatoire) en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins de trois mois) et détaillées des localités².

La collecte des données a été réalisée par téléphone depuis Bangui ou directement en face à face avec les IC rencontrés dans plusieurs localités, sur la base d'un questionnaire multisectoriel structuré. Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis³.

Couverture

Type d'informateurs clés (IC) :

- Résidents dans la localité	57%
- Visiteurs récents dans la localité	40%
- Contact indirect avec la localité	3%
Nombre total d'entretiens :	30

Couverture géographique :

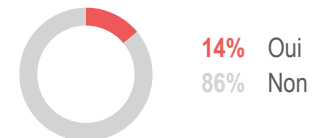
Localités évaluées :	7/11 ¹
----------------------	-------------------

Démographie

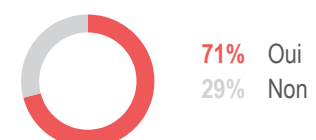
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en famille d'accueil :



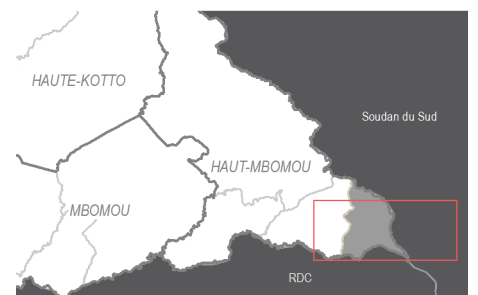
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en site et/ou lieux de regroupement :



% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes retournées :



Carte 1. Localités évaluées et rapportant la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées



¹ Selon la base de données OCHA, disponible sur HDX. ² Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone; les personnes déplacées originaires de la localité; les commerçants/voyageurs/conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible/joignable par téléphone; les travailleurs des Organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG. ³ Critères basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".

DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁴

% de localités évaluées par rapport à la durée moyenne estimée de déplacement de la population déplacée :

Moins de 1 mois	0%	
Entre 1 et moins de 3 mois	0%	
Entre 3 et moins de 5 mois	0%	
Entre 5 mois et moins de 1 an	0%	
Plus de 1 an	100%	

% de localités évaluées par rapport à la raison principale du déplacement de la population déplacée :

Conflit armé	75%	
Conflit communautaire	25%	

% de localités évaluées par rapport aux conditions requises pour envisager le retour des personnes déplacées vers leurs zones d'origine :

Les 5 réponses les plus fréquentes

Regroupement familial	67%	
Rétablissement de la sécurité	67%	
Accès aux services de base	25%	
Accès aux abris originaux	25%	
Accès aux moyens de subsistance	25%	

% de localités évaluées par rapport à la raison principale du retour de la population retournée :

Amélioration conditions sécuritaires	50%	
Moins d'assistance en déplacement	33%	
Conditions de vie en déplacement	17%	

BIENS NON-ALIMENTAIRES (NFI) & ABRI

% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population ne dispose pas des articles suivants :

Les 11 réponses les plus fréquentes

Seau / Bidon	100%	Bâche	100%
Serviette hygiénique	100%	Habit	100%
Cendre	100%	Kit cuisine	100%
Savon pour hygiène personnelle	100%	Natte	71%
Documentation légale d'identité / propriété	100%	Semences	71%
Pot	100%		

Dans la totalité des localités évaluées la majorité des maisons sont construites en paille. Il a été rapporté parmi 43% de ces localités que la plupart des ménages (entre 51% et 75%) vivent dans des abris sous-dimensionnés (moins de 3.5 m² par personne).

% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès aux NFI et abris, lors de la collecte de données :



100%

Avoir un abri construit avec des matériaux adéquats

La première réponse humanitaire souhaitée dans 43% des localités évaluées est la provision directe d'abris, suivi de la distribution d'argent pour l'achat d'outils/matériaux de construction (29% des localités).



MOYENS DE SUBSISTANCE

% de localités évaluées par rapport au revenu mensuel moyen estimé des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :



0% Aucun

86% Moins de 50 000 XAF⁵

14% Entre 50 001 et 100 000 XAF

0% Entre 100 001 et 150 000 XAF

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales sources de revenu des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Agriculture / maraîchage	43%	14%	0%
Petit commerce	0%	57%	0%
Pêche / chasse	14%	0%	14%
Travail journalier agricole	14%	0%	14%
Transformation produits naturels	14%	0%	0%
Artisanat (menuisier, maçons, plombier, tailleur etc.)	0%	0%	14%
Ne sait pas / Donnée non disponible (N/A)	0%	0%	43%
Aucun consensus	14%	29%	14%

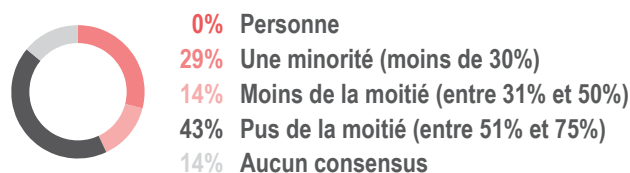
Au moment de l'enquête, dans 71% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population avait accès aux champs, tandis que pour les localités restantes les principales barrières à l'agriculture étaient l'insécurité, le manque de moyens financiers et de semences / outils agricoles.

⁴ Uniquement pour les localités indiquant une présence de populations déplacées et / ou retournées. ⁵ 1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : Septembre 2019)



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

% de localités évaluées par rapport au pourcentage estimé de la population ayant un accès suffisant à la nourriture au cours des 7 jours précédant la collecte de données :



Dans 71% des localités évaluées il n'y a pas de marché fonctionnel à distance de marche⁶, ce qui expliquerait le fait que les principales inquiétudes dans les localités évaluées ont été rapportées comme étant l'accès à la nourriture, au marché et aux intrants agricoles.

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à la nourriture :

	1ère	2ème	3ème
Argent pour acheter des intrants agricoles	57%	0%	29%
Provision directe de nourriture	14%	0%	0%
Provision directe des intrants agricoles	0%	29%	0%
Provision directe des intrants pour l'élevage	0%	14%	0%
Argent pour acheter des intrants pour l'élevage	0%	14%	0%
Argent pour acheter d'autres bien sur le marché	0%	0%	14%
Aucun consensus	29%	43%	57%

STRATÉGIES DE SURVIE (Livelihood Coping Strategies)

Liste de stratégies les plus utilisées par la majorité de la population des localités évaluées afin de palier à un manque de nourriture, au cours des 30 jours précédant la collecte de données⁷ :

Les 6 réponses les plus fréquentes

Vente d'actifs productifs	Consommation des semences
Vente d'actifs non productifs	Emprunt d'argent pour acheter la nourriture
Réduction des dépenses non alimentaires	Vente d'animaux

⁶ Trajet aller - retour réalisable dans la journée. ⁷ En raison de doutes quant à la fiabilité de ces résultats, il a été jugé prudent de ne pas préciser les proportions. Comme précisé précédemment, cela peut être dû à la méthodologie utilisée (entretiens avec des IC) ou au caractère pilote de cette évaluation. ⁸ Latrines clôturées ou semi-clôturées, avec présence de couvercle (bouchon) et absence de matières fécales visibles en dehors du trou, mouches ou mauvaises odeurs.



EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

% de localités évaluées par rapport aux principales sources d'eau utilisées par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :

Les 4 réponses les plus fréquentes

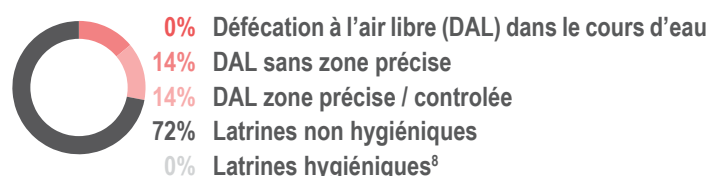
	Pour boire	Pour autre usage
Source non aménagée	100%	100%
Eau de pluie	71%	71%
Eau de surface	29%	29%
Puit non protégé	14%	14%

% de localités évaluées ayant rapporté un accès à l'eau en quantité suffisante pour la majorité de la population pour couvrir ses besoins essentielles :



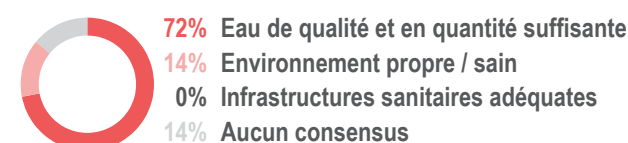
Dans 57% des localités évaluées, le temps moyen estimé pour se rendre à la principale source d'eau est supérieur à 30 minutes. Cette source n'est pas accessible toute l'année pour la totalité des localités évaluées. Il a également été rapporté que les dispositifs de lavage des mains sont absents dans la totalité de ces localités.

% de localités évaluées par pratique / infrastructure sanitaire utilisée par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :



Dans 86% des localités ayant rapporté l'utilisation de latrines non-hygiéniques, il s'agirait d'infrastructures sanitaires à disposition de plusieurs ménages (plus de 20 personnes), sans aucune séparation de genre.

% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, lors de la collecte de données :





SANTÉ

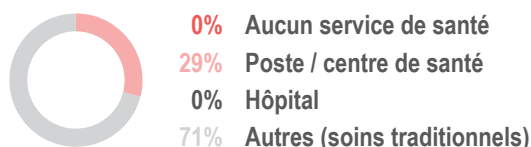
Principaux problèmes de santé rapportés au cours des 30 jours précédant la collecte de données (% de localités évaluées) :

	enfants < 5 ans	plus de 5 ans
Diarrhée	86%	14%
Fièvre	14%	0%
Paludisme	0%	72%
Aucun consensus	0%	14%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales causes de décès, au cours des 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Maladie	72%	0%	13%
Accident ou conflit armé	14%	0%	0%
Cause naturelle	0%	72%	0%
Morsure / piqure / attaque animale	0%	14%	0%
Accident de travail / route	0%	0%	29%
N/A	0%	0%	29%
Aucun consensus	14%	14%	29%

% de localités évaluées par présence de services de santé fonctionnels à distance de marche, lors de la collecte de données :



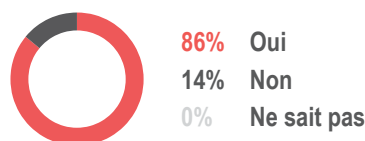
L'accès aux services de santé a été rapporté comme "pas suffisant du tout" ou "insuffisant" dans la totalité des localités évaluées.

La réponse humanitaire la plus souhaitée est la mise en place de centres de santé à proximité (43% des localités évaluées), suivi par la provision directe de médicaments (14%) et d'argent pour le paiement des frais médicaux (14%).



NUTRITION

% de localités évaluées ayant rapporté la présence (au moins 1 cas) d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition dans les 3 mois précédant la collecte de données⁹ :



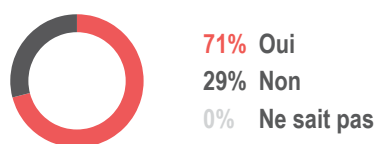
PROTECTION

% de localités évaluées ayant rapporté des risques de protection pour la population adulte et de moins de 18 ans, lors de la collecte de données :

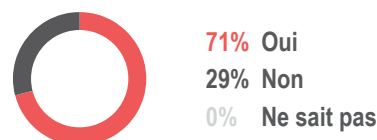
Les 6 réponses les plus fréquentes

	Moins de 18 ans		Adultes	
	Filles	Garçons	Femmes	Hommes
Pillage / criminalité	57%	43%	57%	71%
Enlèvement	29%	0%	14%	29%
Violence sexuelle	29%	0%	14%	14%
Mariage forcé	14%	14%	29%	14%
Séparation familiale	14%	14%	14%	0%
Incidents liés à la transhumance	14%	14%	0%	14%

% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'enfants qui ont quitté le domicile familial, lors de la collecte de données :



% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'individus montrant des signes de détresse psychosociale¹⁰ au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



⁹ Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution. ¹⁰ Considérés comme des cauchemars, de la tristesse prolongée, de la fatigue extrême, de l'anxiété, etc.



EDUCATION

Dans aucune des localités évaluées n'a été rapportée la présence de services d'éducation fonctionnels à distance de marche, ni d'élèves de 3 à 18 ans inscrits en cours pendant l'année scolaire 2018 – 2019.

% de localités évaluées par rapport au taux de fréquentation scolaire estimé des élèves pendant l'année scolaire 2018-2019 :

	Filles	Garçons
Jamais	100%	100%
Moins de 3 mois	0%	0%
Entre 3 et 6 mois	0%	0%
Plus de 6 mois	0%	0%
Toute l'année	0%	0%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales barrières à l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Ecole fermée / non fonctionnelle / mauvaise état / surpeuplée	29%	0%	0%
Insécurité	0%	14%	0%
Manque de staff / matériels	0%	0%	14%
Autre (service d'éducation non présent)	71%	0%	0%
N/A	0%	72%	86%
Aucun consensus	0%	14%	0%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Argent pour payer les frais scolaires	43%	0%	14%
Argent pour acheter des fournitures scolaires	14%	43%	14%
Provision directe de fournitures / livres scolaires	0%	14%	0%
Autre (construction de bâtiments scolaires)	14%	14%	0%
N/A	0%	0%	14%
Aucun consensus	29%	29%	58%



REDEVABILITÉ (AAP)

Dans la totalité des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population préférerait recevoir les informations de la part des chefs communautaires, étant considérés comme la principale source de confiance.

% de localités évaluées par rapport au principal type d'information que la majorité de la population souhaiterait recevoir :

Les 4 réponses les plus fréquentes

Informations sur la sécurité de la zone	86%
Informations sur l'accès à l'eau	71%
Informations pour accéder à l'aide humanitaire	57%
Informations génériques sur la zone	57%

% de localités évaluées par rapport aux moyens préférés pour donner un retour aux fournisseurs d'aide humanitaire :

Les 3 réponses les plus fréquentes

Lors de réunions communautaires	86%
Face à face à la maison	71%
Face à face dans le bureau de l'organisation	29%

À propos de REACH :

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

MSNA - Zone de Connaissance (AoK) République Centrafricaine

CONTEXTE

La compréhension de la crise humanitaire en République Centrafricaine est marquée par un déficit important d'information. L'impact de la crise reste méconnu dans de nombreuses zones en raison de contraintes d'accès logistiques et/ou sécuritaires ainsi que par un manque de collecte régulière d'information.

Afin d'informer notamment l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO), REACH a facilité une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA), mandatée par l'Inter-cluster (ICCG) et réalisée en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG) pour la définition des indicateurs, en lien avec le Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF). Concernant les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' pour collecter des informations sur la situation humanitaire dans ces zones.

Cette fiche présente le résumé des principales informations collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Djéma. Les entretiens se sont déroulés entre le 29 juillet et le 7 août 2019, principalement sur Obo et ses environs. **Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas significatifs statistiquement, et doivent donc être considérés comme uniquement indicatifs de la situation humanitaire dans les localités enquêtées de la sous-préfecture de Djéma.** Par ailleurs, les résultats présentés ici sont le fruit d'un projet pilote, invitant à la prudence lors de l'utilisation des résultats.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans des zones inaccessibles, difficiles d'accès et où l'information humanitaire est insuffisante.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a été retenue, et à la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficile d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : Djéma, Bambouti, Mingala, Yalinga, Ouadda et Ouanda-Djallé.

Les données ont été collectées au niveau des localités au travers d'entretiens avec des IC par les équipes REACH. Les IC ont été sélectionnés (échantillonnage non-aléatoire) en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins de trois mois) et détaillées des localités².

La collecte des données a été réalisée par téléphone depuis Bangui ou directement en face à face avec les IC rencontrés dans plusieurs localités, sur la base d'un questionnaire multisectoriel structuré. Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis³.

Couverture

Type d'informateurs clés (IC) :

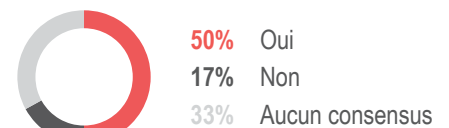
- Résidents dans la localité	69%
- Visiteurs récents dans la localité	31%
- Contact indirect avec la localité	0%
Nombre total d'entretiens	32

Couverture géographique :

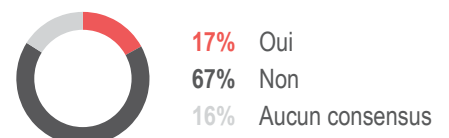
Localités évaluées :	6/16 ¹
----------------------	-------------------

Démographie

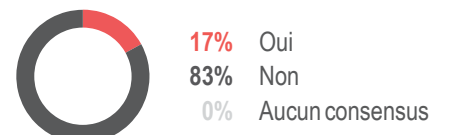
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en famille d'accueil :



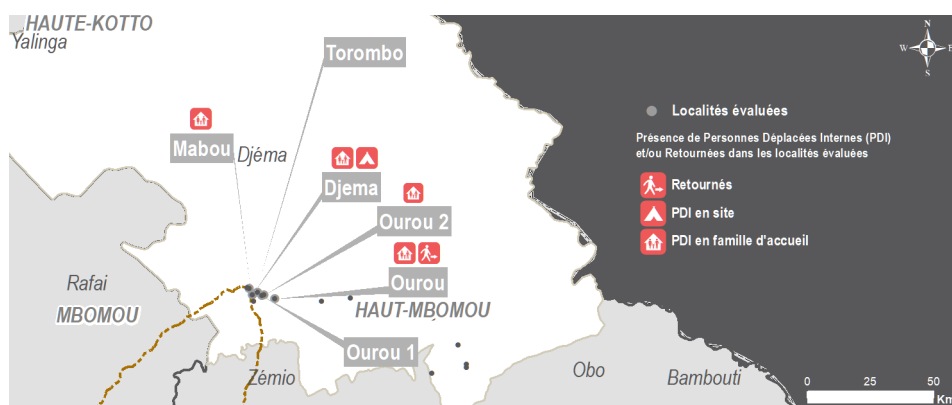
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en site et/ou lieux de regroupement :



% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes retournées :



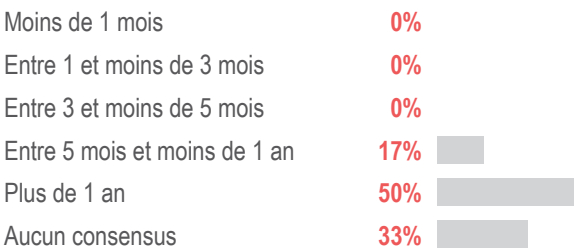
Carte 1. Localités évaluées et rapportant la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées



¹ Selon la base de données OCHA, disponible sur HDX. ² Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone; les personnes déplacées originaires de la localité; les commerçants/voyageurs/conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible/joignable par téléphone; les travailleurs des Organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG. ³ Critères basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".

DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁴

% de localités évaluées par rapport à la durée moyenne de déplacement de la population déplacée :



% de localités évaluées par rapport à la raison principale du déplacement de la population déplacée :



% de localités évaluées par rapport aux conditions requises pour envisager le retour des personnes déplacées vers leurs zones d'origine :

Les 3 réponses les plus fréquentes



% de localités évaluées par rapport à la raison principale du retour de la population retournée :



BIENS NON-ALIMENTAIRES (NFI) & ABRI

% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population ne dispose pas des articles suivants :

Les 11 réponses les plus fréquentes

Savon pour hygiène personnelle	100%	Documentation légale d'identité / propriété	83%
Serviette hygiénique	100%	Seau	83%
Habit	100%	Cendre	67%
Kit cuisine	100%	Semences	67%
Pot	100%	Natte	50%
Bâche	83%		

Dans 83% des localités évaluées, la majorité des maisons sont construites en paille. Dans 67% des localités, il a été rapporté que la plupart des ménages (entre 51% et 75%) vivent dans des abris sous-dimensionnés (moins de 3.5 m² par personne).

% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès aux NFI et abris, lors de la collecte de données:



83% Avoir un abri construit avec des matériaux adéquats
17% Aucun consensus

La première réponse humanitaire souhaitée dans 50% des localités évaluées est la provision directe d'abris, suivi de la distribution d'outils/ matériaux de construction (17% des localités).

MOYENS DE SUBSISTANCE

% de localités évaluées par rapport au revenu mensuel moyen estimé des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :



0% Aucun
67% Moins de 50 000 XAF⁵
0% Entre 50 et 100 000 XAF
33% Ne sait pas / Aucun consensus

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales sources de revenu des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Pêche / chasse	50%	33%	0%
Agriculture / maraîchage	33%	50%	0%
Petit commerce	0%	0%	67%
Aucun consensus	17%	17%	33%

Au moment de l'enquête, dans 50% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population avait accès aux champs, tandis que pour les localités restantes, les principales barrières à l'agriculture étaient l'insécurité, le manque de moyens financiers et de semences / outils agricoles.

⁴ Uniquement pour les localités indiquant une présence de populations déplacées et / ou retournées. ⁵ 1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : Septembre 2019)



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

% de localités évaluées par rapport au pourcentage estimé de la population ayant un accès suffisant à la nourriture au cours des 7 jours précédant la collecte de données :



- 17% Une minorité (moins de 30%)
- 17% Moins de la moitié (entre 31% et 50%)
- 33% Pus de la moitié (entre 51% et 75%)
- 17% La majorité (plus de 75%)
- 16% Aucun consensus

La présence d'un marché fonctionnel à distance de marche⁶ n'a été rapportée que dans 33% des localités évaluées. Les principales inquiétudes dans les localités évaluées sont l'accès à la nourriture (50% des localités évaluées) et aux intrants agricoles (33%).

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à la nourriture :

	1ère	2ème	3ème
Argent pour acheter d'intrants agricoles	33%	0%	0%
Provision directe de nourriture	17%	0%	33%
Provision directe d'intrants agricoles	0%	33%	0%
Provision directe d'intrants pour l'élevage	0%	17%	17%
Argent pour acheter d'intrants pour l'élevage	0%	17%	17%
Aucun consensus	50%	33%	33%



STRATÉGIES DE SURVIE

(Livelihood Coping Strategies)

Liste de stratégies les plus utilisées par la majorité de la population des localités évaluées afin de palier à un manque de nourriture, au cours des 30 jours précédant la collecte de données⁷ :

Les 7 réponses les plus fréquentes

Vente d'actifs productifs	Dépense de l'épargne
Vente d'actifs non productifs	Rétirer les enfants de l'école
Consommation des semences	Vente d'animaux
Emprunt d'argent pour acheter la nourriture	

⁶ Trajet aller - retour réalisable dans la journée. ⁷ En raison de doutes quant à la fiabilité de ces résultats, il a été jugé prudent de ne pas préciser les proportions. Comme précisé précédemment, cela peut être dû à la méthodologie utilisée (entretiens avec des IC) ou au caractère pilote de cette évaluation.



EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

% de localités évaluées par rapport aux principales sources d'eau utilisées par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :

Les 3 réponses les plus fréquentes

	Pour boire	Pour autre usage
Source non aménagée	67%	67%
Eau de surface	17%	17%
Puit non protégé	17%	0%

% de localités évaluées ayant rapporté un accès à l'eau en quantité suffisante pour la majorité de la population pour couvrir ses besoins essentielles :



- 67% Pas suffisant du tout
- 17% Insuffisant
- 16% Juste assez
- 0% Suffisant
- 0% Ne sait pas

Dans 50% des localités évaluées, le temps moyen estimé pour se rendre à la principale source d'eau est supérieur à 30 minutes. Cette source n'est pas accessible toute l'année dans 67% des localités évaluées. Il a également été rapporté que les dispositifs de lavage des mains sont absents dans la totalité des localités évaluées.

% de localités évaluées par pratique / infrastructure sanitaire utilisée par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :



- 0% Défécation à l'air libre (DAL) dans le cours d'eau
- 0% DAL sans zone précise
- 0% DAL zone précise / contrôlée
- 83% Latrines non hygiéniques
- 17% Aucun consensus

Dans 80% des localités ayant rapporté l'utilisation de latrines non-hygiéniques, il s'agirait d'infrastructures sanitaires à disposition de plusieurs ménages (plus de 20 personnes), sans aucune séparation de genre.

% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, lors de la collecte de données :



- 100% Eau de qualité et en quantité suffisante
- 0% Environnement propre / sain
- 0% Infrastructures sanitaires adéquates
- 0% Aucun consensus



SANTÉ

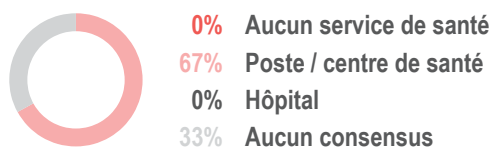
Principaux problèmes de santé rapportés au cours des 30 jours précédant la collecte de données (% de localités évaluées) :

	enfants < 5 ans	plus de 5 ans
Diarrhée	83%	0%
Paludisme	0%	83%
Aucun consensus	17%	17%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales causes de décès, au cours des 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Maladie	67%	0%	0%
Cause naturelle	0%	67%	0%
Accident de travail / route	0%	0%	17%
Donnée non disponible (N/A)	0%	0%	33%
Aucun consensus	33%	33%	50%

% de localités évaluées par présence de services de santé fonctionnels à distance de marche, lors de la collecte de données :



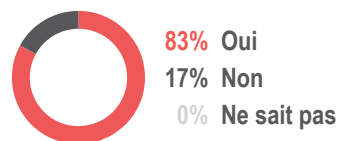
L'accès aux services de santé a été rapporté comme "pas suffisant du tout" ou "insuffisant" dans la totalité des localités évaluées.

La réponse humanitaire la plus souhaitée est la provision directe de médicaments (67% des localités évaluées), suivi par la formation des travailleurs de la santé (17%).



NUTRITION

% de localités évaluées ayant rapporté la présence (au moins 1 cas) d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition dans les 3 mois précédant la collecte de données⁸ :



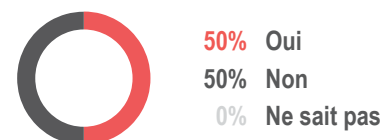
PROTECTION

% de localités évaluées ayant rapporté des risques de protection pour la population adulte et de moins de 18 ans, lors de la collecte de données :

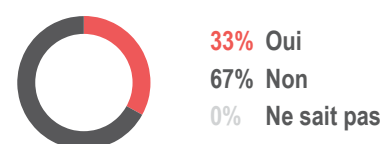
Les 8 réponses les plus fréquentes

	Moins de 18 ans		Adultes	
	Filles	Garçons	Femmes	Hommes
Pillage / criminalité	50%	67%	50%	67%
Enlèvement	17%	33%	0%	33%
Mariage forcé	33%	0%	0%	0%
Violence sexuelle	17%	0%	17%	0%
Harcèlement	17%	0%	0%	0%
Travail forcé	0%	17%	0%	17%
Enlèvement pour travail forcé	0%	17%	0%	17%
Recrutement forcé	0%	17%	0%	17%

% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'enfants qui ont quitté le domicile familial, lors de la collecte de données :



% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'individus montrant des signes de détresse psychosociale⁹ au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



⁸ Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution. ⁹ Considérés comme des cauchemars, de la tristesse prolongée, de la fatigue extrême, de l'anxiété, etc.



EDUCATION

Concernant l'année scolaire 2018-2019, dans 50% des localités évaluées, il a été rapporté que moins de la moitié des filles entre 6 et 12 ans étaient inscrites à l'école, ainsi qu'aucune fille ni garçon entre 12 et 18 ans.

% de localités évaluées par rapport au taux de fréquentation scolaire estimé des élèves pendant l'année scolaire 2018-2019 :

	Filles	Garçons
Jamais	0%	0%
Moins de 3 mois	0%	0%
entre 3 et 6 mois	50%	33%
Plus de 6 mois	0%	0%
Toute l'année	17%	33%
Aucun consensus	33%	33%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales barrières à l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
École trop chère	50%	0%	0%
Enfants occupés par d'autres activités	0%	17%	0%
N/A	0%	16%	67%
Aucun consensus	50%	67%	34%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Argent pour payer les frais scolaires	33%	17%	17%
Provision directe de fournitures scolaires /livres	17%	50%	33%
Argent pour acheter des fournitures scolaires	17%	0%	17%
N/A	16%	0%	0%
Aucun consensus	16%	33%	33%



REDEVABILITÉ (AAP)

Dans 83% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population préférerait recevoir les informations de la part des chefs communautaires, étant considérés comme la principale source de confiance.

% de localités évaluées par rapport au principal type d'information que la majorité de la population souhaiterait recevoir :

Les 5 réponses les plus fréquentes

Informations sur la sécurité de la zone	67%
Informations pour accéder à l'aide humanitaire	67%
Informations sur l'accès à l'eau	50%
Informations génériques sur la zone	50%
Informations sur les zones d'origine	33%

% de localités évaluées par rapport aux moyens préférés pour donner un retour aux fournisseurs d'aide humanitaire :

Les 3 réponses les plus fréquentes

Face à face à la maison	83%
Lors de réunions communautaires	33%
Face à face dans le bureau de l'organisation	17%

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

MSNA - Zone de Connaissance (AoK) République Centrafricaine

CONTEXTE

La compréhension de la crise humanitaire en République Centrafricaine est marquée par un déficit important d'information. L'impact de la crise reste méconnu dans de nombreuses zones en raison de contraintes d'accès logistiques et/ou sécuritaires ainsi que par un manque de collecte régulière d'information.

Afin d'informer notamment l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO), REACH a facilité une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA), mandatée par l'Inter-cluster (ICCG) et réalisée en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG) pour la définition des indicateurs, en lien avec le Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF). Concernant les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' pour collecter des informations sur la situation humanitaire dans ces zones.

Cette fiche présente le résumé des principales informations collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Yalinga. Les entretiens se sont déroulés entre le 16 et 18 août 2019, principalement sur Bria et ses environs. **Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas significatifs statistiquement, et doivent donc être considérés comme uniquement indicatifs de la situation humanitaire dans les localités enquêtées de la sous-préfecture de Yalinga.** Par ailleurs, les résultats présentés ici sont le fruit d'un projet pilote, invitant à la prudence lors de l'utilisation des résultats.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans des zones inaccessibles, difficiles d'accès et où l'information humanitaire est insuffisante.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a été retenue, et à la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficile d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : Djéma, Bambouti, Mingala, Yalinga, Ouadda et Ouanda-Djallé.

Les données ont été collectées au niveau des localités au travers d'entretiens avec des IC par les équipes REACH. Les IC ont été sélectionnés (échantillonnage non-aléatoire) en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins de trois mois) et détaillées des localités².

La collecte des données a été réalisée par téléphone depuis Bangui ou directement en face à face avec les IC rencontrés dans plusieurs localités, sur la base d'un questionnaire multisectoriel structuré. Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis³.

Couverture

Type d'informateurs clés (IC) :

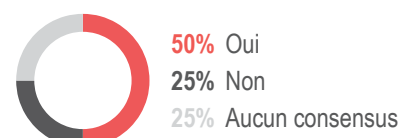
- Résidents dans la localité	33%
- Visiteurs récents dans la localité	53%
- Contact indirect avec la localité	14%
Nombre total d'entretiens	21

Couverture géographique :

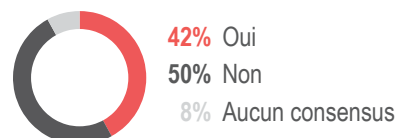
Localités évaluées :	12/28 ¹
----------------------	--------------------

Démographie

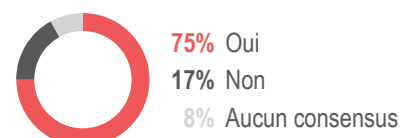
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en famille d'accueil :



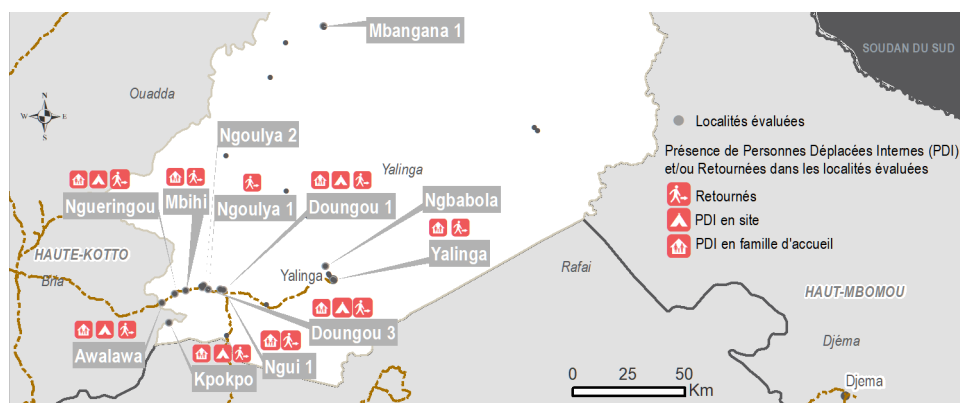
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en site et/ou lieux de regroupement :



% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes retournées :



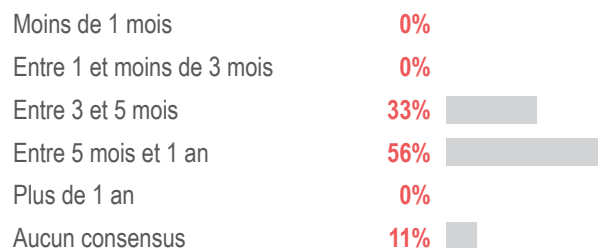
Carte 1. Localités évaluées et rapportant la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées



¹ Selon la base de données OCHA, disponible sur HDX. ² Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone; les personnes déplacées originaires de la localité; les commerçants/voyageurs/conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible/joignable par téléphone; les travailleurs des Organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG. ³ Critères basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".

DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁴

% de localités évaluées par rapport à la durée moyenne de déplacement de la population déplacée :



% de localités évaluées par rapport à la raison principale du déplacement de la population déplacée :



BIENS NON-ALIMENTAIRES (NFI) & ABRI

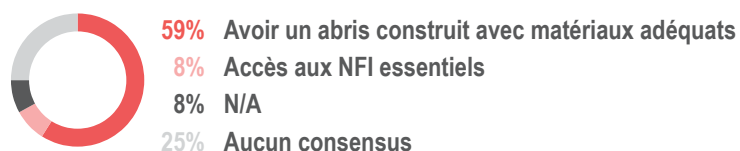
% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population ne dispose pas des articles suivants :

Les 8 réponses les plus fréquentes

Serviette hygiénique	100%	Habit	100%
Savon pour hygiène personnelle	100%	Kit cuisine	100%
Documentation légale d'identité / propriété	100%	Pot	100%
Bâche	100%	Moustiquaire	92%

Dans 92% des localités évaluées, la plupart des ménages vivent dans des abris d'urgence. Il a également été rapporté que dans 42% des localités évaluées, la plupart des ménages vivent dans des abris sous-dimensionnés (moins de 3.5 m² par personne).

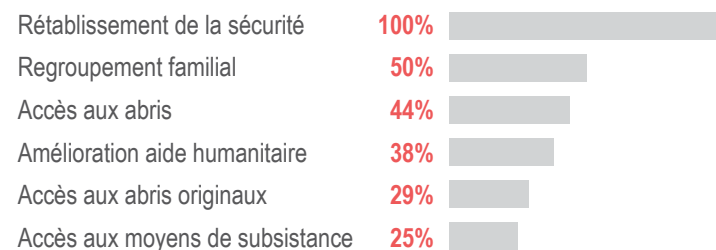
% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès aux NFI et abris, lors de la collecte de données :



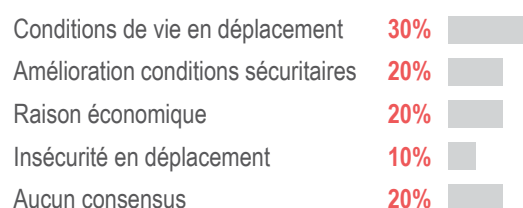
La première réponse humanitaire souhaitée dans 25% des localités évaluées est la provision directe d'abris, suivi de la provision directe d'outils/matériaux de construction (17%) et de la distribution d'argent pour l'achat d'outils/matériaux de construction (17%).

% de localités évaluées par rapport aux conditions requises pour envisager le retour des personnes déplacées vers leurs zones d'origine :

Les 6 réponses les plus fréquentes

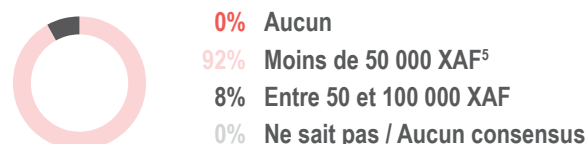


% de localités évaluées par rapport à la raison principale du retour de la population retournée :



MOYENS DE SUBSISTANCE

% de localités évaluées par rapport au revenu mensuel moyen estimé des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :



% de localités évaluées par rapport aux 3 principales sources de revenu des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Agriculture / maraîchage	67%	0%	0%
Commerce	8%	0%	0%
Travail journalier agricole	8%	0%	0%
Pêche / chasse	0%	67%	0%
Travail journalier non agricole	0%	8%	0%
Transformation produits naturels	0%	0%	25%
Petit commerce	0%	0%	17%
Ne sait pas / Donnée non disponible (N/A)	0%	0%	25%
Aucun consensus	17%	25%	33%

Au moment de l'enquête, dans 67% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population avait accès aux champs, tandis que pour les localités restantes, les principales barrières à l'agriculture étaient le manque d'outils agricoles et l'insécurité.

⁴ Uniquement pour les localités indiquant une présence de populations déplacées et / ou retournées. ⁵ 1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : Septembre 2019)



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

% de localités évaluées par rapport au pourcentage estimé de la population ayant un accès suffisant à la nourriture au cours des 7 jours précédant la collecte de données :

Personne	34%	
Une minorité (moins de 30%)	17%	
Moins de la moitié (entre 31 et 50%)	8%	
Plus de la moitié (entre 51% et 75%)	8%	
La majorité (plus de 75%)	8%	
Aucun consensus	25%	

Dans la totalité des localités évaluées il n'y a pas de marché fonctionnel à distance de marche⁶, ce qui expliquerait le fait que les principales inquiétudes dans les localités évaluées ont été rapportées comme étant l'accès à la nourriture (42% des localités évaluées) et l'accès à un marché de biens alimentaires (17%).

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à la nourriture :

	1ère	2ème	3ème
Argent pour acheter d'autres biens sur le marché	25%	17%	0%
Argent pour acheter de la nourriture	17%	17%	0%
Provision directe d'intrants agricoles	8%	8%	17%
Argent pour acheter d'intrants agricoles	8%	17%	8%
Provision directe d'intrants pour l'élevage	8%	8%	8%
Provision directe de nourriture	0%	0%	17%
Formation pour la gestion de l'argent	0%	0%	8%
Donnée non disponible (N/A)	0%	0%	8%
Aucun consensus	34%	33%	34%



STRATÉGIES DE SURVIE

(Livelihood Coping Strategies)

Liste de stratégies les plus utilisées par la majorité de la population des localités évaluées afin de palier à un manque de nourriture, au cours des 30 jours précédant la collecte de données⁷ :

Les 7 réponses les plus fréquentes

Réduction des dépenses non alimentaires	Vente d'animaux
Consommation des semences	Rétirer les enfants de l'école
Emprunt d'argent pour acheter la nourriture	Vente d'actifs non productifs
Dépense de l'épargne	



EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

% de localités évaluées par rapport aux principales sources d'eau utilisées par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :

Les 4 réponses les plus fréquentes

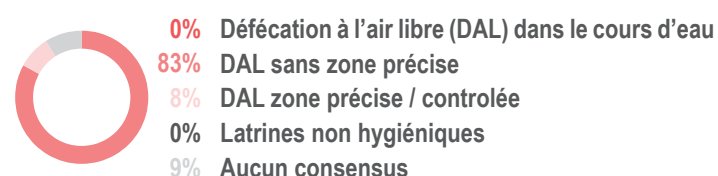
	Pour boire	Pour autre usage
Source non aménagée	92%	42%
Puit non protégé	42%	33%
Eau de pluie	33%	33%
Eau de surface	8%	8%

% de localités évaluées ayant rapporté un accès à l'eau en quantité suffisante pour la majorité de la population pour couvrir ses besoins essentielles :

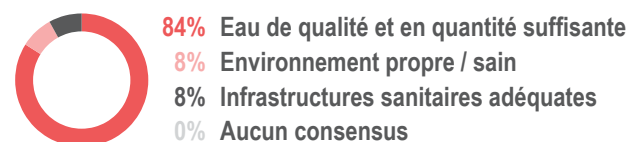


Dans 75% des localités évaluées, le temps moyen estimé pour se rendre à la principale source d'eau a été rapporté comme inférieur à 30 minutes. Cette source toutefois n'est pas accessible toute l'année dans 42% des localités évaluées. Il a également été rapporté que les dispositifs de lavage des mains sont absents dans 92% des localités évaluées.

% de localités évaluées par pratique / infrastructure sanitaire utilisée par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :



% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, lors de la collecte de données :



⁶ Trajet aller - retour réalisable dans la journée. ⁷ En raison de doutes quant à la fiabilité de ces résultats, il a été jugé prudent de ne pas préciser les proportions. Comme précisé précédemment, cela peut être dû à la méthodologie utilisée (entretiens avec des IC) ou au caractère pilote de cette évaluation.



SANTÉ

Principaux problèmes de santé rapportés au cours des 30 jours précédant la collecte de données (% de localités évaluées) :

	enfants < 5 ans	plus de 5 ans
Diarrhée	83%	17%
Fièvre	17%	0%
Paludisme	0%	75%
Aucun consensus	0%	8%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales causes de décès, au cours des 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Maladie	50%	33%	0%
Accident ou conflit armé	33%	25%	8%
Morsure / piqûre / attaque animale	0%	8%	8%
Cause naturelle	0%	0%	34%
Accident de travail / route	0%	0%	8%
N/A / Ne sait pas	0%	0%	25%
Aucun consensus	17%	34%	17%

% de localités évaluées par présence de services de santé fonctionnels à distance de marche, lors de la collecte de données :



25% Aucun service de santé
58% Centre de santé / Formation sanitaire (FOSA)
0% Hôpital
17% Aucun consensus

L'accès aux services de santé a été rapporté comme "pas suffisant du tout" ou "insuffisant" dans la totalité des localités évaluées.

La réponse humanitaire la plus souhaitée est la provision d'argent pour le paiement des frais médicaux (42% des localités évaluées), suivi de la formation des travailleurs de la santé (16%) et la provision directe de médicaments (8%).



NUTRITION

% de localités évaluées ayant rapporté la présence (au moins 1 cas) d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition dans les 3 mois précédant la collecte de données⁸ :



100% Oui
0% Non
0% Ne sait pas



PROTECTION

% de localités évaluées ayant rapporté des risques actuels de protection pour la population adulte et de moins de 18 ans :

Les 8 réponses les plus fréquentes

	Moins de 18 ans		Adultes	
	Filles	Garçons	Femmes	Hommes
Violence sexuelle	67%	8%	83%	25%
Mariage forcé	50%	8%	0%	8%
Enlèvement	33%	42%	17%	33%
Harcèlement	33%	25%	17%	8%
Travail forcé	25%	17%	25%	25%
Recrutement forcé	17%	50%	8%	17%
Séparation familial	17%	33%	8%	25%
Pillage / criminalité	0%	0%	8%	33%

% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'enfants qui ont quitté le domicile familial, lors de la collecte de données :



92% Oui
8% Non
0% Ne sait pas

% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'individus montrant des signes de détresse psychosociale⁹ au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



75% Oui
25% Non
0% Ne sait pas

⁸ Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution. ⁹ Considérés comme des cauchemars, de la tristesse prolongée, de la fatigue extrême, de l'anxiété, etc.



EDUCATION

Concernant l'année scolaire 2018-2019, dans la majorité des localités évaluées, il a été rapporté qu'aucune fille ni garçon de 6 à 18 ans étaient inscrits à l'école.

% de localités évaluées par rapport au taux de fréquentation scolaire estimé des élèves pendant l'année scolaire 2018-2019 :

	Filles	Garçons
Jamais	75%	50%
moins de 3 mois	0%	0%
entre 3 et 6 mois	8%	17%
plus de 6 mois	0%	8%
toute l'année	0%	0%
N/A	0%	17%
Aucun consensus	17%	8%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales barrières à l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Insécurité	34%	0%	0%
Impossibilité d'enregistrer l'enfant à l'école ¹⁰	17%	33%	8%
École trop chère / loin	8%	25%	8%
Ecole fermée / non fonctionnelle / mauvaise état / surpeuplée	8%	8%	8%
Manque de staff / matériels	0%	0%	17%
Enfants occupés par d'autres activités	0%	0%	8%
Autre	0%	0%	8%
Aucun consensus / N/A	33%	34%	42%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Argent pour payer les frais scolaires	42%	0%	0%
Provision directe de fournitures scolaires / uniformes	17%	33%	8%
Provision directe de livres scolaires	8%	0%	8%
Argent pour acheter des fournitures scolaires	0%	17%	0%
Accès à moyen de transport pour se rendre à l'école	0%	8%	0%
Argent pour payer repas à l'école	0%	0%	8%
Autre (construction de bâtiments scolaires; formation du personnel)	0%	8%	17%
Aucun consensus / N/A	33%	34%	59%

¹⁰ A cause du manque de documentations officielles; déplacements récents; enregistrement prévu pour l'année suivante, etc.



REDEVABILITÉ (AAP)

Dans 75% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population préférerait recevoir les informations de la part des chefs communautaires, étant considérés comme la principale source de confiance.

% de localités évaluées par rapport au principal type d'information que la majorité de la population souhaiterait recevoir :

Les 5 réponses les plus fréquentes

Informations pour obtenir un abri / matériaux de construction	67%
Informations pour accéder à l'aide humanitaire	58%
Informations génériques sur la zone	58%
Informations sur la sécurité de la zone	50%
Informations sur comment obtenir de l'aide ou du soutien après avoir été victime d'un incident de protection	42%

% de localités évaluées par rapport aux moyens préférés pour donner un retour aux fournisseurs d'aide humanitaire :

Les 2 réponses les plus fréquentes

Lors de réunions communautaires	92%
Face à face à la maison	33%

À propos de REACH :

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

CONTEXTE

La compréhension de la crise humanitaire en République Centrafricaine est marquée par un déficit important d'information. L'impact de la crise reste méconnu dans de nombreuses zones en raison de contraintes d'accès logistiques et/ou sécuritaires ainsi que par un manque de collecte régulière d'information.

Afin d'informer notamment l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO), REACH a facilité une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA), mandatée par l'Inter-cluster (ICCG) et réalisée en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG) pour la définition des indicateurs, en lien avec le Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF). Concernant les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' pour collecter des informations sur la situation humanitaire dans ces zones.

Cette fiche présente le résumé des principales informations collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Ouadda. Les entretiens se sont déroulés entre le 16 et 18 août 2019, principalement sur Bria et ses environs. **Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas significatifs statistiquement, et doivent donc être considérés comme uniquement indicatifs de la situation humanitaire dans les localités enquêtées de la sous-préfecture de Ouadda.** Par ailleurs, les résultats présentés ici sont le fruit d'un projet pilote, invitant à la prudence lors de l'utilisation des résultats.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans des zones inaccessibles, difficiles d'accès et où l'information humanitaire est insuffisante.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante 'Zone de Connaissance / Area of Knowledge' a été retenue, et à la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficile d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : Djéma, Bambouti, Mingala, Yalinga, Ouadda et Ouanda-Djallé.

Les données ont été collectées au niveau des localités au travers d'entretiens avec des IC par les équipes REACH. Les IC ont été sélectionnés (échantillonnage non-aléatoire) en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins de trois mois) et détaillées des localités².

La collecte des données a été réalisée par téléphone depuis Bangui ou directement en face à face avec les IC rencontrés dans plusieurs localités, sur la base d'un questionnaire multisectoriel structuré. Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis³.

Couverture

Type d'informateurs clés (IC) :

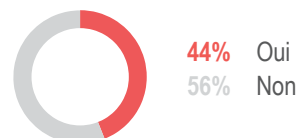
- Résidents dans la localité	67%
- Visiteurs récents dans la localité	28%
- Contact indirect avec la localité	5%
Nombre total d'entretiens	18

Couverture géographique :

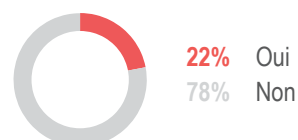
Localités évaluées :	9/27 ¹
----------------------	-------------------

Démographie

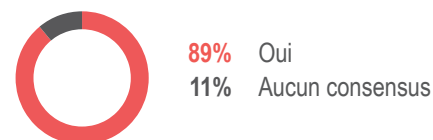
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en famille d'accueil:



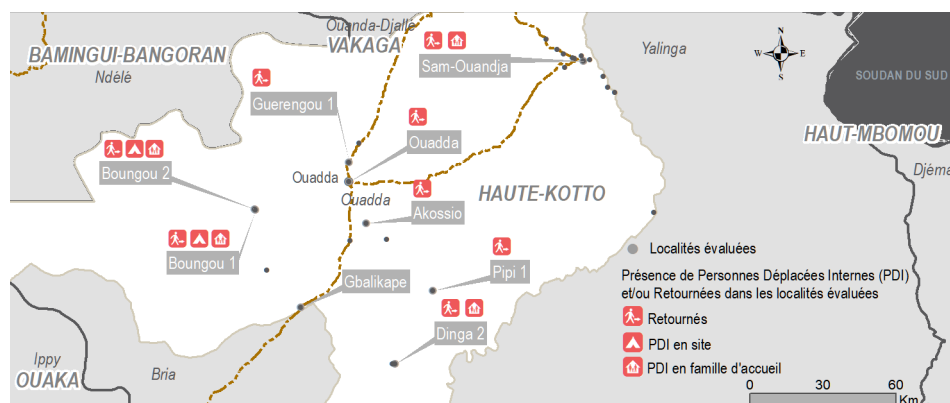
% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes déplacées en site et/ou lieux de regroupement:



% de localités évaluées ayant rapporté la présence de personnes retournées:



Carte 1. Localités évaluées et rapportant la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées



¹ Selon la base de données OCHA, disponible sur HDX. ² Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone; les personnes déplacées originaires de la localité; les commerçants/voyageurs/conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible/joignable par téléphone; les travailleurs des Organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG. ³ Critères basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".

DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁴

% de localités évaluées par rapport à la durée moyenne de déplacement de la population déplacée :

Moins de 1 mois	0%
Entre 1 et moins de 3 mois	0%
Entre 3 et 5 mois	50%
Entre 5 mois et 1 an	33%
Plus de 1 an	0%
Aucun consensus	17%

% de localités évaluées par rapport à la raison principale du déplacement de la population déplacée :

Conflit armé	50%
Recherche moyens de subsistance	17%
Tensions liées à la transhumance	17%
Aucun consensus	16%

% de localités évaluées par rapport aux conditions requises pour envisager le retour des personnes déplacées vers leurs zones d'origine :

Les 6 réponses les plus fréquentes

Rétablissement de la sécurité	100%
Accès aux abris	67%
Regroupement familial	60%
Accès aux abris originaux	33%
Accès aux moyens de subsistance	33%
Amélioration aide humanitaire	20%

% de localités évaluées par rapport à la raison principale du retour de la population retournée :

Raison économique	45%
Regroupement familial	33%
Conditions de vie en déplacement	22%



BIENS NON-ALIMENTAIRES (NFI) & ABRI

% de localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population ne dispose pas des articles suivants :

Les 9 réponses les plus fréquentes

Serviette hygiénique	100%	Pot	100%
Savon pour hygiène personnelle	100%	Seau	89%
Documentation légale d'identité / propriété	100%	Kit cuisine	89%
Bâche	100%	Semences	89%
Habit	100%		

Dans 33% des localités évaluées la plupart des ménages vivent dans des abris d'urgence, alors que dans le reste des localités, l'abri en paille est le plus commun parmi la population. Il a également été rapporté que dans 11% des localités évaluées la plupart des ménages (entre 51% et 75%) vivent dans des abris sous-dimensionnés (moins de 3.5 m² par personne).

% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès aux NFI et abris, lors de la collecte de données :



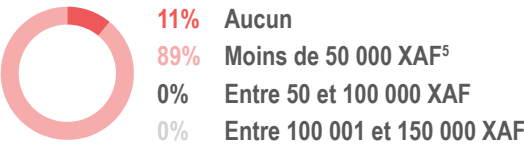
33% Avoir un abris construit avec matériaux adéquats
56% Accès aux NFI essentiels
11% Aucun consensus

Les réponses humanitaires les plus souhaitées sont la provision directe d'outils/matériaux de construction (33% des localités évaluées) et la distribution de NFI essentiels (33%)



MOYENS DE SUBSISTANCE

% de localités évaluées par rapport au revenu mensuel moyen estimé des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :



% de localités évaluées par rapport aux 3 principales sources de revenu des ménages sur les 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Agriculture / maraîchage	89%	0%	0%
Pêche / chasse	0%	78%	0%
Commerce	0%	11%	0%
Petit commerce	0%	0%	34%
Ne sait pas / Donnée non disponible (N/A)	0%	9%	44%
Aucun consensus	11%	11%	22%

Au moment de l'enquête, dans 67% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population avait accès aux champs, tandis que pour les localités restantes, les principales barrières à l'agriculture étaient le manque d'outils agricoles, le manque de moyens financiers et l'insécurité.

⁴ Uniquement pour les localités indiquant une présence de populations déplacées et / ou retournées. ⁵ 1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : Septembre 2019)



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

% de localités évaluées par rapport au pourcentage estimé de la population ayant un accès suffisant à la nourriture au cours des 7 jours précédant la collecte de données :



22% Personne
34% Une minorité (moins de 30%)
22% Moins de la moitié (entre 31% et 50%)
0% Plus de la moitié (entre 51% et 75%)
22% Aucun consensus

Dans 78% des localités évaluées, il n'y a pas de marché fonctionnel à distance de marche⁶, ce qui expliquerait le fait que les principales inquiétudes dans les localités évaluées ont été rapportées comme étant l'accès aux intrants agricoles (33% des localités évaluées) et à la nourriture (22%).

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à la nourriture :

	1ère	2ème	3ème
Provision directe d'intrants agricoles	56%	11%	0%
Argent pour acheter d'autres biens sur le marché	22%	11%	11%
Provision directe de nourriture	11%	33%	22%
Formation pour la gestion d'activités agricoles	0%	11%	11%
Argent pour acheter d'intrants pour l'élevage	0%	11%	0%
Provision directe d'intrants pour l'élevage	0%	0%	22%
Argent pour acheter d'intrants agricoles	0%	0%	11%
Aucun consensus	11%	22%	22%



STRATÉGIES DE SURVIE

(Livelihood Coping Strategies)

Liste de stratégies les plus utilisées par la majorité de la population des localités évaluées afin de palier à un manque de nourriture, au cours des 30 jours précédant la collecte de données⁷ :

Les 7 réponses les plus fréquentes

Consommation des semences	Réduction des dépenses non alimentaires
Vente d'actifs productifs	Dépense de l'épargne
Vente d'animaux	Emprunt d'argent
Vente d'actifs non productifs	

⁶ Trajet aller - retour réalisable dans la journée. ⁷ En raison de doutes quant à la fiabilité de ces résultats, il a été jugé prudent de ne pas préciser les proportions. Comme précisé précédemment, cela peut être dû à la méthodologie utilisée (entretiens avec des IC) ou au caractère pilote de cette évaluation. ⁸ Latrines clôturées ou semi-clôturées, avec présence de couvercle (bouchon) et absence de matières fécales visibles en dehors du trou, mouches ou mauvaises odeurs.



EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

% de localités évaluées par rapport aux principales sources d'eau utilisées par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :

Les 4 réponses les plus fréquentes

	Pour boire	Pour autre usage
Source non aménagée	100%	67%
Puit non protégé	78%	89%
Eau de surface	22%	33%
Forage manuel	11%	0%
Eau de pluie	0%	22%

% de localités évaluées ayant rapporté un accès à l'eau en quantité suffisante pour la majorité de la population pour couvrir ses besoins essentielles :



45% Pas suffisant du tout
22% Insuffisant
22% Juste assez
11% Suffisant
0% Ne sait pas

Dans la totalité des localités évaluées, le temps moyen estimé pour se rendre à la principale source d'eau est inférieur à 30 minutes. Cette source n'est pas accessible toute l'année pour 33% des localités évaluées. Il a également été rapporté que les dispositifs de lavage des mains sont absents dans la totalité des localités évaluées.

% de localités évaluées par pratique / infrastructure sanitaire utilisée par la majorité de la population au cours des 7 jours précédant la collecte de données :



0% Défécation à l'air libre (DAL) dans le cours d'eau
56% DAL sans zone précise
0% DAL zone précise / contrôlée
44% Latrines non hygiéniques
0% Latrines hygiéniques⁸

Concernant les localités ayant rapporté l'utilisation de latrines non hygiéniques, dans 33% des cas il s'agirait d'infrastructures sanitaires à disposition de plusieurs ménages (plus de 20 personnes).

% de localités évaluées par rapport à l'inquiétude majeure concernant l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, lors de la collecte de données :



67% Eau de qualité et en quantité suffisante
11% Environnement propre / sain
0% Infrastructures sanitaires adéquates
22% Aucun consensus



SANTÉ

Principaux problèmes de santé rapportés au cours des 30 jours précédant la collecte de données (% de localités évaluées) :

	enfants < 5 ans	plus de 5 ans
Diarrhée	89%	33%
Paludisme	0%	45%
Fièvre	0%	11%
Aucun consensus	11%	11%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales causes de décès, au cours des 3 mois précédant la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Maladie	45%	45%	0%
Accident ou conflit armé	22%	0%	0%
Morsure / piqûre / attaque animale	22%	0%	0%
Cause naturelle	0%	22%	33%
N/A / Ne sait pas	0%	22%	56%
Aucun consensus	11%	11%	11%

% de localités évaluées par présence de services de santé fonctionnels à distance de marche, lors de la collecte de données :



11% Aucun service de santé
67% Poste / centre de santé
11% Ne sait pas
11% Aucun consensus

L'accès aux services de santé a été rapporté comme "pas suffisant du tout" ou "insuffisant" dans la totalité des localités évaluées.

La réponse humanitaire la plus souhaitée est la mise en place de centres de santé à proximité (44% des localités évaluées), suivi par la provision d'argent pour le paiement des frais médicaux (22%) et la formation des travailleurs des centres de santé (11%) et du personnel dédié aux visites à domicile (11%).



NUTRITION

% de localités évaluées ayant rapporté la présence (au moins 1 cas) d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition dans les 3 mois précédant la collecte de données⁹ :



89% Oui
0% Non
11% Ne sait pas



PROTECTION

% de localités évaluées ayant rapporté des risques actuels de protection pour la population adulte et de moins de 18 ans :

Les 8 réponses les plus fréquentes

	Moins de 18 ans		Adultes	
	Filles	Garçons	Femmes	Hommes
Violence sexuelle	44%	22%	33%	22%
Enlèvement	33%	33%	22%	22%
Mariage forcé	33%	0%	0%	11%
Travail forcé	22%	33%	11%	33%
Recrutement forcé	11%	44%	0%	0%
Pillage / criminalité	11%	33%	22%	33%
Vol du bétail	11%	0%	11%	22%
Séparation familial	11%	0%	11%	11%

% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'enfants qui ont quitté le domicile familial, lors de la collecte de données :



56% Oui
44% Non
0% Ne sait pas

% de localités évaluées ayant rapporté la présence d'individus montrant des signes de détresse psychosociale¹⁰ au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



45% Oui
33% Non
22% Ne sait pas

⁹ Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution. ¹⁰ Considérés comme des cauchemars, de la tristesse prolongée, de la fatigue extrême, de l'anxiété, etc.



EDUCATION

Concernant l'année scolaire 2018-2019, dans 33% des localités évaluées, il a été rapporté qu'aucune fille ni garçon entre 6 et 12 ans étaient inscrits à l'école. Pour ce qui concerne les enfants de 12 à 18 ans, aucune inscription à l'école a été rapportée dans 33% des localités évaluées pour les filles, 44% des localités pour les garçons.

% de localités évaluées par rapport au taux de fréquentation scolaire estimé des élèves pendant l'année scolaire 2018-2019 :

	Filles	Garçons
Jamais	45%	34%
moins de 3 mois	0%	0%
entre 3 et 6 mois	33%	33%
plus de 6 mois	0%	0%
toute l'année	11%	11%
Aucun consensus	11%	22%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales barrières à l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
École trop chère / loin	45%	22%	22%
Impossibilité d'enregistrer l'enfant à l'école ¹¹	11%	34%	11%
Ecole fermée / non fonctionnelle / mauvaise état / surpeuplée	11%	0%	22%
Insécurité	0%	11%	11%
Manque de staff / matériels	0%	11%	11%
Aucun consensus	33%	22%	22%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales interventions humanitaires souhaitées pour l'amélioration de l'accès à l'éducation, lors de la collecte de données :

	1ère	2ème	3ème
Provision directe de fournitures scolaires / uniformes	45%	45%	22%
Argent pour payer les frais scolaires	33%	0%	0%
Provision directe de livres scolaires	11%	11%	11%
Argent pour acheter des fournitures scolaires	0%	22%	11%
Accès à moyen de transport pour se rendre à l'école	0%	11%	0%
Autre (construction de bâtiments scolaires)	0%	11%	22%
Aucun	0%	0%	11%
N/A	0%	0%	11%
Aucun consensus	11%	0%	11%

¹¹ A cause du manque de documentations officielles; déplacements récents; enregistrement prévu pour l'année suivante, etc.



REDEVABILITÉ (AAP)

Dans 78% des localités évaluées, il a été signalé que la majorité de la population préférerait recevoir les informations de la part des chefs communautaires, étant considérés comme la principale source de confiance.

% de localités évaluées par rapport au principal type d'information que la majorité de la population souhaiterait recevoir :

Les 6 réponses les plus fréquentes

Informations sur la sécurité de la zone	56%
Informations sur l'accès aux soins / consultations médicales	56%
Informations génériques sur la zone	44%
Informations pour accéder à l'aide humanitaire	33%
Informations pour obtenir un abri / matériaux de construction	33%
Informations sur les zones d'origine	33%

% de localités évaluées par rapport aux moyens préférés pour donner un retour aux fournisseurs d'aide humanitaire :

Les 2 réponses les plus fréquentes

Lors de réunions communautaires	67%
Face à face à la maison	44%

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).